



Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

A/C.1/45/7  
23 octobre 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-cinquième session  
Points 56 et 69 de l'ordre du jour

DESARMEMENT GENERAL ET COMPLET

EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT  
DE LA SECURITE INTERNATIONALE

Lettre datée du 19 octobre 1990, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent des Philippines auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte du discours prononcé par la Présidente Corazón C. Aquino au sujet des négociations qui ont lieu actuellement au sujet des bases militaires américaines aux Philippines.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et son annexe en tant que document de l'Assemblée générale au titre des points 56 et 69 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Sedfrey A. ORDONEZ

ANNEXE

Texte du discours prononcé par Mme Corazón C. Aquino, Présidente de la République des Philippines, au sujet de l'Accord entre les Etats-Unis et les Philippines concernant les bases militaires américaines

Chers compatriotes,

Demain 18 septembre, commenceront des entretiens entre des représentants de notre gouvernement et du Gouvernement des Etats-Unis. La raison d'être de ces conversations est notre mutuel désir de décider du sort des installations militaires américaines après 1991, mais notre gouvernement s'attachera plus généralement à redéfinir les relations entre les Philippines et les Etats-Unis; les questions de défense et de sécurité ne seront qu'un aspect important parmi d'autres.

En mai dernier, nous avons notifié l'extinction de l'Accord sur les bases militaires des Etats-Unis aux Philippines. Nous voulions par là faire comprendre aux Etats-Unis que le moment était venu d'enterrer un document qui est un vestige de notre passé colonial. Nous avons affirmé et ils ont admis qu'il était temps pour nos deux nations de construire de nouvelles relations, plus équitables et mutuellement avantageuses dans le respect de nos souverainetés respectives. Dans un monde où la guerre froide a pris fin et où les événements d'Europe de l'Est et du Moyen-Orient ont modifié l'ordre géopolitique traditionnel, les paramètres qui régissent depuis des décennies les relations entre les Philippines et les Etats-Unis n'ont plus cours. Les cadres anciens ne peuvent subsister. Ils doivent être remplacés. Ces relations nouvelles feront l'objet des conversations qui commencent demain.

Nous attendons des Etats-Unis des proposition à cet égard; nous sommes de notre côté prêts à y répondre, ainsi qu'à présenter nos propres contre-propositions. Quelle que soit l'issue de ces discussions, nous sommes résolus à prendre nos décisions dans le souci de la dignité et des intérêts nationaux.

Je suis convaincue que nous réussirons. Notre groupe, dirigé par les ministres Manglapus et Bengzon, arrive à la table des négociations très bien préparé. Nous avons passé en revue les 55 années de pourparlers et d'accords entre les Etats-Unis et nous. Nous avons examiné des accords analogues conclus par les Etats-Unis avec d'autres alliés partout dans le monde. Nous avons mis au point des solutions réalisables qui prennent en compte nos intérêts de défense et de sécurité. Nous avons analysé ce que coûtent et ce que rapportent les bases. Un conseil spécial composé de représentants du législatif et de l'exécutif a dressé des plans pour la conversion des bases en prévision du retrait américain. Une équipe opérationnelle a mis au point les modalités d'application de ces plans. Enfin, nous avons travaillé en collaboration étroite avec les membres du Congrès et les représentants des administrations locales ainsi qu'avec les collectivités et secteurs touchés par ce retrait.

Nous sommes décidés à déterminer l'avenir de notre pays dans ce domaine comme dans les autres. Les installations militaires américaines sont un aspect important de notre vie nationale, mais elles ne sont ni le coeur de notre économie ni l'essence de notre santé politique. Elles ne définissent certainement pas notre société. Nous devons donc leur donner leur juste place : elles sont importantes mais ne sont pas tout.

Dans un an, le 16 septembre 1991, l'Accord entre les Philippines et les Etats-Unis sur les bases militaires viendra à expiration. Selon notre constitution, si un traité n'est pas signé, approuvé par le Sénat et ratifié par notre peuple si le Congrès le demande, aucune installation militaire étrangère ne saurait être autorisée après cette date. Telle est la Loi fondamentale de la nation; nous respecterons ses dispositions. Notre gouvernement doit maintenant prendre avec les Etats-Unis les dispositions nécessaires pour organiser le retrait ordonné de leurs forces de notre pays. Dans les conversations qui vont s'ouvrir, notre gouvernement est décidé à travailler de concert avec les Etats-Unis pour arriver à un résultat qui tienne compte de nos aspirations comme de nos responsabilités, de notre dignité comme de nos intérêts, de ce qui nous est dû en tant que nation souveraine comme de notre amitié avec un allié.

Nous sommes à un tournant crucial de notre histoire. Le moment est venu de mettre à l'épreuve notre force en tant que peuple et notre engagement envers notre pays. Nous devons apprendre à surmonter nos craintes, à ne plus nous bercer d'illusions, à forger un consensus fondé sur des principes et à affermir notre volonté collective de payer le prix de nos aspirations. Nos intentions sont bonnes, nos motifs purs, notre ligne de conduite est nette. Notre solidarité fait notre force, l'unité est notre meilleure chance d'édifier une nation pacifique et prospère, souveraine et libre. Que Dieu bénisse nos efforts et nous accorde le fruit de nos peines.

-----

